

CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs euses de l'éducation

n°271, septembre 2024

Prochain Classes-En-Lutte

CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'Éducation n°271, septembre 2024

La Mauvaise Herbe

la revue de la Cnt-Éducation Abonnez-vous ! Bulletin dans la rubrique dédiée sur le site www.cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter: 07 82 14 98 31

RENTRÉE SCOLAIRE, RENTRÉE DE LUTTE

Maintenant... TOUT EST POSSIBLE!

Disait Marceau Pivert en 1936 après la victoire électorale du Front populaire. Bien évidemment aujourd'hui situation n'est pas comparable. En 1936, le Front Populaire avait obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale, pouvait gouverner et légiférer. Pourtant aucune des mesures sociales l'histoire. dans restées toujours d'actualité, n'étaient prévues dans le programme du Front populaire de l'époque. Il a fallu pour cela que plus de 2 millions de travailleuses et de travailleurs se mettent en grève et occupent leurs lieux de travail pour obtenir ces avancées, aussi bien les lois sociales (congés payés et semaine de 40h) que les accords de Matignon (hausse de salaire et contrats collectifs entre autres), n'oubliant pas qu'il ne faut pas se contenter de mettre un bulletin dans une urne pour changer la vie.



Aujourd'hui encore tout est possible pour le mouvement social...

...si celui-ci entre dans la danse et s'invite dans l'arène politique et sociale. Les élections de juin et juillet derniers ont fait barrage au fascisme et ont entériné la défaite et le rejet du camp présidentiel et de sa politique libérale et antisociale faisant des ravages depuis des années. En donnant une maiorité, certes Nouveau relative. Front au Populaire elles ont indiqué une volonté de changement, une attente forte en ce qui concerne la question sociale. Une fois de plus, c'est le mouvement social peut permettre de qui transformer cette attente. La nomination d'un ministre validé par l'extrême droite servant les intérêts des capitalistes impose d'agir par nous même; réponses concrètes aux attentes populaires ne sont possibles que un mouvement social les porte. Comme en 1936, c'est une fois de plus un mouvement collectif, par l'action syndicale et la grève, la manifestation, les blocages, les occupations et plus encore qui nous permettra de transformer les espoirs exprimés lors des dernières élections en changements concrets et en victoire sociale. Ne pas le faire, et laisser place à l'immobilisme. pourrait avoir de funestes conséguences...

Tout est possible aussi pour l'extrême droite

C'est bien le cas malheureusement avec ce cadeau d'un premier minsitre aux idées xénophobes pour ne rien céder à la gauche. Il n'est pas de la volonté du gouvernement de redonner de l'espoir aux classes populaires par des changements et mesures sociales fortes. L'extrême droite profitera à la fois d'un gouvernement de ces nouvelles déceptions et désillusions pour cette fois-ci accéder au pouvoir au plus haut sommet de l'État en captant notamment une fois de plus le vote classes populaires, appauvries précarisées par des années de politiques libérales. Même si nous savons bien que le fascisme est le dernier rempart du capitalisme et de la défense des intérêts et privilèges des classes dominantes, celui-ci se présentera une fois de plus comme une alternative « au système » et beaucoup se tromperont une fois de plus de colère. À nous alors de faire qu'il n'en soit pas ainsi : nous savons que les nouveaux élus ne feront rien si on ne les y pousse pas.

Tout est donc possible si nous rentrons dans l'action

Partout, sur nos lieux de travail, d'études, dans nos quartiers, il faut favoriser et organiser des rencontres, des assemblées, des réunions syndicales afin de construire une action et un mouvement collectif. Il est grand temps d'obtenir de nouvelles avancées sociales qui fassent elles aussi échos au Front populaire. Abrogation de la réforme brutale et injuste des retraites avec un retour à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, défense et extension de l'assurance maladie, de l'assurance chômage et des services publics dont bien entendu l'Education mais aussi augmentation et amélioration du niveau et de la qualité de vie de toutes et tous sont autant de mesures sociales sur lesquelles il y a urgence à obtenir des avancées concrètes afin de faire reculer le fascisme et redonner espoir en un autre futur à l'ensemble des classes populaires. Maintenant... c'est dans la rue qu'ça se passe!



Rentrons dans la lutte!

Macron ne veut surtout pas d'un gouvernement qui pourrait reprendre des revendications du mouvement social, comme la suppression de la réforme des retraites qui nous use, l'augmentation des salaires...

Malgré un gouvernement dit démissionnaire, la ministre de l'Éducation fait une réunion de rentrée dans la continuité de ce qui a été contesté dans la rue.

La réforme du Choc des savoirs sera mise en œuvre dans les classes de 6e et de 5e déclare Belloubet. Mais la bagarre de l'année dernière a laissé des traces puisque la mise en place sera faite « avec pragmatisme et souplesse». Donc à nous de la saboter car cette réforme ne fonctionne pas : elle stigmatise les élèves et augmente la pression scolaire. Elle crée plus de ségrégation sociale dans un système qui est déjà un des plus inégalitaires d'Europe. En gros Elle oblige le personnel enseignant à faire du tri social avec des classes « poubelles » et des classes « élitistes » alors que nous défendons une éducation de qualité et émancipatrice pour toutes et tous.

Nous pensons que l'hétérogénéité, le fait d'apprendre avec et grâce à ses pairs, de manière coopérative, est une bien meilleure solution pour nos élèves.

Signe de cette politique concurrentielle, la ministre maintient les évaluations nationales les élargit à toutes les classes d'élémentaires. En 6e, elles serviront à faire le fameux tri. Les évaluations nationales ne sont pas un outil utilisé par les enseignantes et les enseignants mais plutôt par les inspections et les chefs d'établissement pour mettre la pression sur les équipes. L'impact est une standardisation des pratiques et plus de contrôle de la hiérarchie.

Alors refusons les évaluations collectivement ! Pour l'instant, le décret qui faisait du brevet une obligation passeport pour passer en Seconde et entrer au lycée est «gelé». Les nouveaux programmes de français et de maths pour l'école primaire sont reportés d'un an, plus ou moins.

Cette rentrée sera aussi marquée par le manque de personnel enseignant, d'AESH, d'ASEM... Selon le ministère de l'Éducation nationale 3 185 postes du Premier et Second degrés ne seraient pas pourvus cette année à la rentrée. Les difficultés à recruter sont-elles étonnantes ?

Les enseignants français du public sont parmi les plus mal payés de tous les pays de l'OCDE. Le manque de personnel remplaçant fait que des collègues vont travailler malades, culpabilisants de la répartition de leurs élèves dans les autres classes.

Dans un rare moment d'honnêteté, la ministre démissionnaire a prévenu que le projet budgétaire adressé par Matignon à son ministère pour 2025 «ne répondait pas à l'ensemble des besoins».

D'un autre côté, Mediapart révèle qu'entre 2016 et 2023, les Régions, surtout celles de droite, ont versé 1,2 milliard de subventions aux lycées privés sous contrat... en plus des 3 milliards auxquels la loi les oblige. Face à ces choix politique de la rigueur économique qui détruit l'école publique et nos conditions de travail, exigeons :

- le retrait de la réforme des retraites
- une augmentation de 500 € pour tous les personnels
- le dégel du point d'indice et une hausse des salaires indexée sur l'inflation
- le retrait du Choc des savoirs, du Pacte enseignant
- le retrait des évaluations nationales
- le respect des équipes
- l'embauche d'enseignant.es, d'AESH, de personnels techniques, de RASED...

Le 10 septembre, mettons-nous en grève pour défendre l'école publique et nos conditions de travail!

Construisons la mobilisation interprofessionnelle du 1er octobre !

